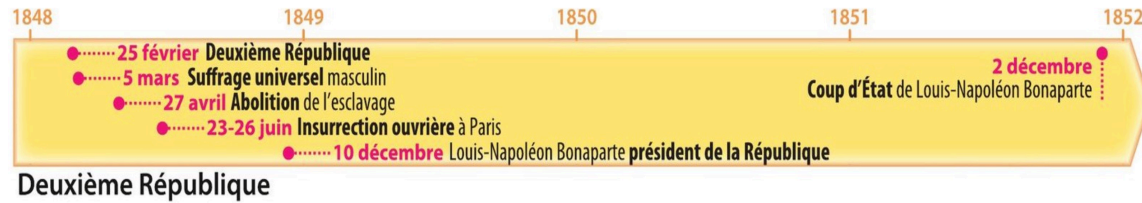


Thème 2 - La France dans l'Europe des nationalités : politique et société (1848-1871)

Chapitre 3 - La difficile entrée dans l'âge démocratique : la Deuxième République et le Second Empire

Problématique : En quoi la Deuxième République et le Second Empire marquent-ils une étape vers la mise en place de la démocratie en France ?

I. La Deuxième République, des idéaux et un échec (1848-1852)



Les premiers mois de la République suscitent beaucoup d'espoirs parmi les républicains qui ont mené la révolution de février 1848.

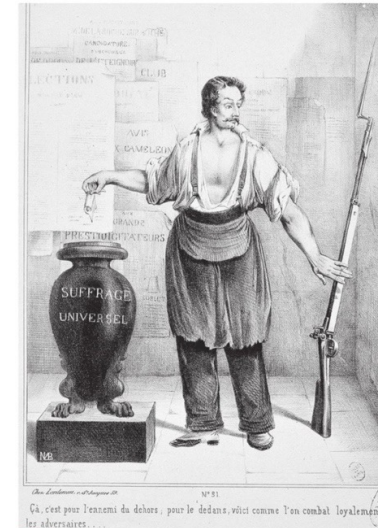
- 27 février : création des Ateliers nationaux → politique de grands travaux (ponts, routes, ...) qui permettent de fournir du travail aux chômeurs.
- 2 mars : la journée de travail de travail est diminuée de 1H (10H par jour à Paris et 11H en province).
- 5 mars : instauration du suffrage universel masculin → exclu les femmes et les journaliers (résider 6 mois dans la même commune).
- 27 avril : abolition de l'esclavage.

Les journaux se multiplient dans les premiers mois de la Deuxième République et des titres de presse féminins apparaissent (La Politique des femmes ou La Voix des femmes).

Des clubs politiques se développent partout en France et permettent la diffusion des idées républicaines.

La crise économique et sociale qui était à l'origine du mécontentement populaire à la veille de la révolution de février persiste durant les premiers mois de la République.

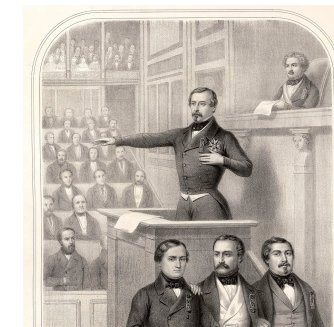
- 21 juin : fermeture des Ateliers nationaux. Dès le lendemain, l'agitation gronde dans la capitale et Paris se couvre de barricades. La révolte est sévèrement réprimée par l'armée.
- 10 décembre : Louis-Napoléon Bonaparte devient le premier et le seul président de la Deuxième République avec 74 % des suffrages.
- 31 mai 1850 : limitation du suffrage universel → les citoyens doivent résider depuis plus de trois ans dans une commune pour pouvoir y voter. Réduit d'un tiers le corps électoral.



1 Le vote ou le fusil, la place nouvelle de l'élection au suffrage universel
« Ça, c'est pour l'ennemi du dehors ; pour le dedans, voici comme l'on combat loyalement les adversaires... »
Louis Marie Bosredon, Le Vote ou le Fusil, 1848, BnF, Paris.



2 L'abolition de l'esclavage
Alphonse Garreau, L'Émancipation à la Réunion, vers 1848, huile sur toile, 127 × 107 cm, musée du Quai Branly (Paris).
Lecture publique du décret d'abolition de l'esclavage faite par Joseph Sarda-Garriga – commissaire général de la République à la Réunion – le 20 octobre 1848 devant la préfecture de Saint-Denis.



Élu président de la République, Louis-Napoléon Bonaparte prête serment à la Constitution devant l'Assemblée constituante le 20 décembre 1848.



Barricades de la rue du Faubourg-du-Temple durant les journées de Juin (daguerrotype de 1848).

II. Le Second Empire, un régime autoritaire (1852-1870)



Second Empire

La Constitution de la Deuxième République ne permet pas au président de briguer un second mandat. Louis-Napoléon-Bonaparte propose alors à l'Assemblée une réforme de la Constitution, qu'elle lui refuse.

- 2 décembre 1851 : coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte → Il dissout l'Assemblée et écrit une nouvelle Constitution dans laquelle il occupe une place centrale.
- 21-22 novembre 1852 : Bonaparte soumet la nouvelle Constitution aux Français qui l'approuve largement.
- 2 décembre 1852 : la Deuxième République est abolie et le Second Empire est proclamé.

La constitution accorde à l'empereur tous les pouvoirs : initiative des lois, nomination de la plupart des parlementaires, etc. Pour assurer son pouvoir, Bonaparte s'appuie sur un ancrage populaire (restauration du suffrage universel de 1848, plébiscites, déplacements à travers la France).

Afin de mieux contrôler l'opposition, des restrictions de la presse sont mises en place. De plus, la vie politique est encadrée par les « candidatures officielles ».

14 janvier 1858 : attentat d'Orsini → loi de sûreté générale (arrestation sans procès).

La politique étrangère du Second Empire est dans un premier temps victorieuse (Crimée, Italie, Syrie, Mexique, Chine). En 1853, il épouse Eugénie de Montijo (aristocrate espagnole) avec qui ils ont un fils et lui donne l'espoir de créer une dynastie pour perpétuer son Empire.

Conscient des tensions politiques et sociales qui refont surface à partir de 1860, Bonaparte libéralise son régime.

1859 : amnistie des opposants (Victor Hugo est le plus célèbre)

1864 : autorisation des coalitions ouvrières → les ouvriers peuvent se réunir (interdit depuis 1791).

1868 : libéralisation de la presse.

Mai 1870 : plébiscite pour un régime parlementaire → Le Parlement est à l'initiative des lois

Juillet 1870 : début de la guerre franco-prussienne (continue jusqu'en janvier 1871).

Septembre 1870 : débâcle de l'armée française vaincue en deux mois → Napoléon est fait prisonnier à Sedan et le Second Empire prend fin. La troisième République est proclamée.



5 DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT

Le coup d'État du 2 décembre 1851

Frontispice de la 4^e journée, Histoire d'un crime, Victor Hugo, gravure d'Ernest Dargent, 1879.



1 Une filiation impériale

Jules Didier, Les Napoléon, 1860, Bnf, Paris.
De gauche à droite : Napoléon III, son fils (le prince impérial), son oncle (Napoléon I^{er}) et le fils de ce dernier (le duc de Reichstag, dit Napoléon II).

5 Les plébiscites du Second Empire

Dates	Motif du plébiscite [formulation simplifiée]	Résultats
20-21 déc. 1851 Plébiscite national	Le peuple veut-il déléguer ses pouvoirs à Louis-Napoléon Bonaparte pour qu'il établisse une constitution ?	OUI : 92 % NON : 8 %
21-22 nov. 1852 Plébiscite national	Le peuple veut-il le rétablissement de la dignité impériale ?	OUI : 96,9 % NON : 3,1 %
15-16 avr. 1860 Plébiscite local	Le comté de Nice veut-il un rattachement à la France ?	OUI : 99,4 % NON : 0,6 %
22-23 avr. 1860 Plébiscite local	La Savoie veut-elle être réunie à la France ?	OUI : 99,8 % NON : 0,2 %
8 mai 1870 Plébiscite national	Le peuple accepte-t-il les réformes libérales ?	OUI : 82,7 % NON : 17,3 %